

LES PECO ET LES BANQUES

En quête de confiance

ONZE ANS APRÈS LA LIBÉRALISATION des régimes politiques, un constat peut être fait en Europe centrale : les banques* ne concourent pas suffisamment au financement de l'économie en raison de la fragilité persistante de la plupart des secteurs d'activité de ces pays. Ceci est particulièrement perceptible si l'on observe la part des crédits alloués par le secteur bancaire à l'économie ; c'est ainsi qu'en Roumanie, ceux-ci n'ont représenté en 1999, que 10 % du PIB contre 25 % pour la Hongrie et 29 % pour la Pologne. Deux raisons principales peuvent expliquer cet état de fait.

En premier lieu, la difficulté de collecte de l'information sur les entreprises due à leur lente restructuration ainsi que la difficulté de trouver des clients

réellement solvables, rendent les banquiers locaux hésitants à s'engager, notamment en matière d'attribution de prêts à moyen terme destinés au financement des équipements. De plus, le niveau prohibitif des garanties demandées (nantissement, *cash collateral*), pouvant aller jusqu'à 220 % du montant du crédit, souvent couplé à des taux élevés, est de nature à dissuader les entreprises.

En second lieu, le besoin de financement de certains Etats les conduit à procéder à des émissions considérables de bons du Trésor à forte rémunération qui présentent un caractère particulièrement attrayant pour les banques puisqu'ils allient la rentabilité à un

faible risque. On relève une proportion non négligeable de ces bons du Trésor à l'actif des banques hongroises, polonaises ou bulgares.

CRÉDITS AU SECTEUR PUBLIC
ET CRÉANCES DOUTEUSES
VONT DE PAIR

Le poids des crédits alloués au secteur public demeure un handicap certain dont les établissements publics ont du mal à se défaire. Il est d'ailleurs révélateur que les deux pays dont les banques ont le plus concouru au financement de l'économie (République Tchèque, Slovaquie) sont aussi ceux dont les banques publiques sont les plus handicapées par les créances douteuses. Mais il est juste de noter qu'à l'exception des deux pays précités et dans une certaine mesure de la Roumanie, la pratique du crédit alloué aux entreprises publiques sur instructions (*policy loans*) est en nette régression.

Afin de nettoyer les bilans bancaires, la plupart des pays ont créé des structures de défaillance auxquelles sont transférées les mauvaises créances détenues par les banques publiques : Konsolidacni Banka en République Tchèque,

Slovenska Konsolidacna en Slovaquie, Avab en Roumanie. Mais dans la mesure où une majorité des crédits transférés par les banques à ces organismes sont irrécouvrables, cette aide pèse, in fine, sur les finances publiques entraînant par là même un accroissement de la dette publique.

IMPORTANTE PRÉSENCE
ÉTRANGÈRE

La privatisation est, et a été, l'occasion pour les investisseurs étrangers de prendre le contrôle d'une majorité d'établissements. Les systèmes bancaires d'un nombre croissant de pays de la zone sont désormais contrôlés par des banques ou sociétés financières étrangères. Seuls des investisseurs étrangers pouvaient en effet, tout à la fois apporter des capitaux et un savoir-faire en matière financière. C'est ainsi que les deux tiers des actifs du secteur bancaire polonais sont aujourd'hui sous la domination des investisseurs étrangers. Ceci n'a pas été sans entraîner de réactions de la part des autorités locales et l'on se souviendra de la lutte menée par le Trésor polonais durant l'année 1999 et jusqu'au dé-

but de cette année afin d'empêcher la prise de contrôle de la banque Handlowy (troisième établissement bancaire du pays) par la Commerzbank ainsi que celle de la Big Bank Gdanski par la Deutsche Bank. Il est d'ailleurs indéniable que les autorités polonaises sont préoccupées par le poids prépondérant des banques allemandes au sein du secteur ban-



OLIVIER CAZAL
Chargé de l'analyse
bancaire

Coface

Hongrie et Pologne : les premiers de la classe



■ Avec un secteur privé équivalant à près de 80 % des actifs bancaires, la Hongrie et la Pologne sont probablement les pays qui ont le plus assaini leurs systèmes bancaires.

C'est en effet dans ces pays que la proportion des crédits bancaires en arriérés est la plus faible, et que l'on a enregistré une progression régulière des prêts à l'économie depuis trois ans. Notons que ces deux nations ont été les premières à restructurer leurs banques.

caire. En Hongrie, Bulgarie et Roumanie, la situation est identique, et il apparaît désormais que la presque totalité des grandes banques d'Europe centrale sera à terme contrôlée par des investisseurs étrangers.

LE RENFORCEMENT DES RÈGLES PRUDENTIELLES RESTE INSUFFISANT

Le renforcement de la législation et de la réglementation bancaire constitue aussi l'un des points communs aux pays d'Europe centrale. Les situations sont, en la matière, sensiblement différentes. Certes, tous les pays de la zone marquent un très net renforcement des règles prudentielles, visant à une mise en conformité avec les standards internationaux. Mais, paradoxalement, force est de constater que la supervision bancaire demeure encore insuffisante. Le cas de la banque tchèque Investicni a Postovni Banka, dont les mauvais actifs avaient été largement dissimulés, en est l'illustration la plus récente ; la révélation en juin 2000, de très importantes pertes ainsi que de la mauvaise qualité de ses actifs a entraîné des retraits massifs de dépôts des particuliers, obligeant la Banque centrale à intervenir pour trouver un repreneur. De même, la crise survenue en Roumanie au printemps dernier résultait entre autres d'une insuffisance de la supervision bancaire.

Assurément des progrès importants doivent être réalisés dans le domaine du suivi des établissements de crédit par leurs autorités de tutelle. Ceci signifie concrètement que les équipes en charge de la supervision bancaire des banques centrales de certains des pays concernés doivent être renforcées et mieux formées. Il ne serait sans doute pas inutile de surveiller l'évolution future des activités de leurs banques sur les marchés de produits dérivés.

Si le niveau des comptes bancaires courants détenus par les particuliers est encore faible, on

Roumanie et Slovaquie : un chantier à peine lancé

La Roumanie a probablement été l'un des pays les plus affectés car son système bancaire était perclus de crédits en arriérés. Ces derniers représentaient à la fin de l'année 1999, 57 % du portefeuille de prêts de l'ensemble des banques. Compte tenu de la situation financière calamiteuse de la première banque locale, Bancorex, dont les créances douteuses constituaient entre 70 et 90 % du portefeuille de crédits, les autorités ont procédé à sa fermeture durant l'été 1999 tout en chargeant un autre établissement public d'assumer ses engagements. Parallèlement, une autre banque publique œuvrant dans le domaine agricole, et en faillite virtuelle, était mise sous tutelle et restructurée. Sous l'impulsion du FMI, l'Etat a entrepris de réorganiser les banques publiques en transférant leurs mauvais actifs à un organisme de défaillance (l'Avab) et en les recapitalisant, puis a procédé à la privatisation de deux grandes banques.

Les banques sont devenues très prudentes dans l'allocation du crédit, ce qui explique que le pays affiche l'un des plus faibles taux de prêts bancaires à l'économie (10,2 % du PIB fin 1999).

La nomination du président de la Banque centrale au poste de Premier ministre laisse à penser que les autorités sont sensibilisées au plus haut niveau par le problème de la restructuration du système bancaire.

Mais tout ceci a nécessairement une répercussion sur les finances publiques : le service de la dette interne de l'Etat est passé de 2 % en 1998 à 7 % du PIB en 2000 !

La Slovaquie traverse actuellement une grave crise bancaire ; en effet, les principaux établissements publics du pays sont en mauvaise posture compte tenu de leur niveau élevé de créances douteuses.

Là encore, le soutien de l'Etat ne semble pas faire défaut.

constate cependant que les banques de dépôts sont en forte expansion et il est évident que le développement économique va entraîner l'afflux des particuliers vers les établissements de crédit.

DES PARTICULIERS EN DEMANDE DE CONFIANCE

C'est la raison pour laquelle plusieurs grandes banques européennes et américaines ont pris le contrôle de banques de réseaux : Société générale en Roumanie, Bayerische Landensbank, KBC, Citibank et ABN-Amro en Hongrie, Unicredito, Deutsche Bank, Commerzbank, HypoVereinsbank, et Bank Austria en Pologne, KBC et Erste Bank en République Tchèque, Raiffeisen Bank en Slovaquie, Unicredito et Banque nationale de Grèce en

Bulgarie. Mais la confiance des particuliers envers les établissements de crédit demeure limitée ; ceci est perceptible au regard des retraits massifs et soudains de dépôts qui continuent de survenir, et ce, bien souvent sur la base de rumeurs.

En définitive, Allemands et Autrichiens retrouvent l'influence qu'ils ont de longue date exercée sur leurs voisins Polonais, Hongrois, Tchèques, Slovaques ; il en va de même pour les Grecs, les Italiens et les Français en ce qui concerne la Bulgarie et la Roumanie. On ne peut que regretter que la France soit peu présente comme investisseur au capital des banques locales. ■

* Pour une étude complète sur le secteur bancaire des pays de l'Est, voir *Banquestratégie* n° 175 d'octobre 2000.